

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19311 - 75ÈME ANNÉE

La ministre des Outre-mer confirme qu'une subvention de 28 millions d'euros n'est toujours pas inscrite dans le prochain budget de l'État

**Aide à la filière canne :
le gouvernement veut débattre
d'un engagement déjà pris par l'État**



Signature de la convention canne le 11 juillet 2017 par le préfet de La Réunion, Amaury de Saint-Quentin, entouré d'Isidore Laravine, co-président planteur du CPCS et Florent Thibault, co-président industriel. Cette signature engage l'État à verser 28 millions d'euros par an jusqu'en 2021 pour compenser la fin du quota sucrier de La Réunion.

L'aide compensatoire à la suppression des quotas sucriers de la Guadeloupe et de La Réunion n'est pas inscrite dans le prochain budget de l'État. La réponse de la ministre des Outre-mer indiquant que ce budget est débattu entre les ministères ne fait qu'ajouter à l'inquiétude. En effet, l'État s'est engagé à verser cette somme tous les ans jusqu'en 2021 au travers de sa signature dans la Convention canne. Autrement dit, la reconduction de cette subvention ne doit pas faire débat.

Mardi, l'incertitude sur le versement de la subvention compensatoire à la suppression du quota sucrier de La Réunion a été à l'ordre du jour des questions au gouvernement. Cette somme de 28 millions d'euros résulte d'un engagement de l'État, et a été autorisée par l'Union européenne et doit s'appliquer dans la Convention canne qui court jusqu'en 2021. C'est la Convention canne qui fixe le revenu des planteurs, et l'aide compensatoire est un élément de cette rémunération.

Or, cette somme n'est pas encore inscrite dans le Budget 2020, ce qui suscite une vive inquiétude pour les personnes concernées.

Dans un communiqué lundi, Julie Pontalba, candidate PCR aux dernières élections européennes a souligné que « le préfet a déclaré au sujet de l'aide compensatoire à la suppression du quota sucrier : « pas encore d'arbitrage ». La reconduction de cette subvention de 28 millions d'euros pour La Réunion est donc en question. Pourtant, cette

question ne doit pas se poser. Car l'État s'est engagé à verser cette aide tous les ans jusqu'en 2021. On ne peut qu'être inquiet quand ses propos viennent d'un représentant de l'État. » Mardi à l'Assemblée nationale, lors de la séance des questions au gouvernement, la députée Huguette Bello a demandé au gouvernement si cette somme, 28 millions pour La Réunion, 10 pour la Guadeloupe, sera bien prévue dans la future loi de finances, soulignant que « malgré leurs divergences, industriels et planteurs s'accordent pour affirmer que la suppression de cette aide structurelle remettrait en cause le maintien même de la filière canne-sucre-rhum-énergie à La Réunion et des 18 300 emplois qu'elle représente ». Voici la réponse de la ministre des Outre-mer, Annick Girardin :

Position du gouvernement

« Le secteur sucrier, vous l'avez rappelé, fait face, outre-mer comme en métropole, à une situation difficile, liée à la fois à la forte baisse du cours et au contexte de production excédentaire en Europe depuis la fin des quotas, ce qui pèse, bien évidemment, sur la rentabilité des principales entreprises. Aujourd'hui, 40 000 emplois sont concernés dans les deux territoires ultramarins que vous avez évoqués. Or le soutien financier est important, vous le savez, madame la députée : 69 millions d'euros au titre du POSEI

– Programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité – et 90 millions d'aides nationales par campagne sucrière, afin d'accompagner l'industrie, la logistique et les planteurs de canne eux-mêmes. De plus, depuis mai 2017 – c'est ce dont vous avez parlé –, une aide de 114 millions d'euros avait été ajoutée pour trois années, afin d'aider La Réunion et la Guadeloupe, à la suite de la fin des quotas sucriers. Pour répondre à votre question sur le maintien de cette aide transitoire au-delà des trois années initialement prévues, sachez que le projet de loi de finances pour 2020 est en préparation et que ce sujet est, bien évidemment, débattu entre les différents ministères – faut-il renouveler cette aide à une transition ? Sachez que le Gouvernement est mobilisé, que cette question est au cœur des préoccupations du ministre de l'agriculture et au cœur des miennes, vous le savez. »

Dans cette réponse, un élément est essentiel : « le projet de loi de finances pour 2020 est en préparation et que ce sujet est, bien évidemment, débattu entre les différents ministères ». Et contrairement à ce que dit la ministre, la question ne concernait pas le maintien de cette aide au-delà de 2021, mais pour l'année prochaine et la suivante. C'est en effet du contenu de la loi de finances pour 2020 que dépendra le maintien ou pas de cette aide pour l'année prochaine.

Mobilisation

Cette réponse est loin de rassurer la filière. Jean-Michel Moutama, vice-président de la CGPER, rappelle que l'article 24 de la Convention canne précise que cet accord entre planteurs, industriels et État peut être dénoncé par une des parties. Le coprésident planteur ou industriel de la CPCS dispose en effet de cette prérogative. Le responsable syndical précise que « si les fonds prévus par l'État et l'Europe ne sont pas versés, alors l'industriel peut dénoncer la Convention canne ».

C'est donc une situation très grave, car si la subvention de 28 millions d'euros n'est pas maintenue, alors « c'est l'État qui dénonce la convention canne, c'est un comble. Le préfet a signé cette convention ». Pour la CGPER, l'heure est donc à la mobilisation pour que l'État tienne son engagement. C'est une position largement partagée et qui ne concerne pas seulement la filière canne.

Hier, la Commission permanente du Conseil départemental a voté à l'unanimité une motion demandant à l'État de maintenir cette aide en faveur d'un « pilier de l'agriculture réunionnaise ».

M.M.

In kozman pou la rout

« La pa pou dé-troi pinèz mi sar zète mon payass ! »

Mi koné pa si d'moun koméla i koné ankor kouk i lé pinèz. Mi koné pa non pli si zot i an souvien payass. Sinplomans pars nou la fé progré isi – la baba. An touléka, mi rapèl payass pars sa té lo ranplasann matla : in sinp sak an toil épi bouré anndan avèk la paye kisoï mayi-sa té i krak kan ou téi alonz dosi - kisoï la mous la foré-sa téi san bon sa ! An touléka, dann tan mi anparl azot la plipar d'moun l'avé poin in vré matla pars i falé ou l'avé lo pourkoi pou sa. Pou anshévé, tazantan pinèz téi vien fé son ni d'dan é lété pa rar kan ou i lèv ou i an apèrsoi pinèz la mord aou dan la nuit. Sansa kan li la mord aou ou la fou ali in tapin é lo san lé ankor dsi ou landmin matin. Astèr nout provèrb : mi pans néna in provèrb fransé i di : « I zète pa lo zanfan avèk lo d'lo d'bin » é nout provèr i vé dir, sanm pou moin, la pa pou in sinp linkonvényan ou i sava priv aou d'in konfor sansa d'in nésésité. Alé ! Mi kite azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

Municipales 2020

La section PCR de Saint-André lance un appel au rassemblement



Assemblée de la section communiste de Saint-André.

Dans un communiqué diffusé hier, la section communiste de Saint-André appelle à « bâtir une large union des forces de progrès » pour les élections municipales de 2020, « autour d'un projet répondant aux aspirations des Saint-Andréens et basé sur la confiance, le respect mutuel, le désintéressement et porteur des valeurs de démocratie, de dignité et de fraternité ».

« Dans quelques mois, vont se dérouler les élections municipales. A Saint-André, l'obstination du maire de vouloir passer le relais à son fils, est loin de faire l'unanimité dans les rangs de sa majorité où des dissensions se font jour. Cette décision de succession dynastique n'est pas non plus du goût de la grande majorité de la population

qui affiche, chaque jour un peu plus, sa nette désapprobation.

Par ailleurs, d'aucuns auront constaté que la mandature qui s'achève, est marquée depuis le début, par des règlements de compte incessants au conseil municipal, auxquels s'ajoutent des plaintes et poursuites judiciaires, entre les Virapoullé et certains élus de l'opposition. Un spectacle affligeant qui ternit l'image de la commune.

La population ne se retrouve plus dans la politique municipale actuelle. Elle se sent abandonnée. La délinquance et l'insécurité sont en constante augmentation. Le territoire communal et son environnement sont dans un état de délabrement comme on ne l'a jamais vu. Saint-André est au bord

du coma circulatoire... Ce sont là, quelques exemples parmi les nombreux problèmes auxquels est quotidiennement confrontée la population. Saint-André mérite autre chose.

Face à ce constat, et dans la perspective du prochain scrutin, il est impératif de bâtir une large union des forces de progrès. Un rassemblement autour d'un projet répondant aux aspirations des Saint-Andréens et basé sur la confiance, le respect mutuel, le désintéressement et porteur des valeurs de démocratie, de dignité et de fraternité.

David Gauvin
Secrétaire de la Section. »

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Paul Vèrgès lé pi la, mé li la pass son tan tir signal d'alarm avèk zuste rézon !

Matant Zélida la ékri Justin :

Mon shèr nové, mon spès salté, rouj-de-fon dopi l'éternité, mi domann kosa l'ariv azot ankòr pou bate tanbour dsi la késtyonn l'anvironeman an danzé ... Kèl danzé ankòr pliské sak ni koné Siklone ? Néna lontan ni koné sa ! Ra d'maré ? Sa osi ni koné ! Lo froi, lo sho ? Sa osi ni koné ! Tourbiyon ? Bin néna dopi lontan ! Rokin i manz domoun ? La pa rink zordi ni koné sa ! La mèr va monté, la glas va fonn. Alor ? kosa zot i oi lé éstraordinèr la-dan. Tousa lé natirèl épi si zot l'aprè kass anou lé bob avèk sa, i vo myé zot i sar rode in kamarad pou zot si zot la poin arien d'ot pou fé ! Tok ! Pran sa pou toué !

Justin la fé pou répons :

Mon vyé matant k'i koz la boush rouvèr. Matant, sak i intèrèss in pé laktyalité i pé pa pa romark néna in bann sign i amontr la vi dsi la tèr l'aprè dégradé ziska mète an danzé la vi d'moun. Koté k'ou i tourn, koté k'ou i gard, partou ou i antann mové nouvèl aprè anons in mové shanjman pou l'imanité.

Matant, si i di in pé partou bann kalote glasyèr l'aprè fonn é pli vite ké zamé, sa i fé pa ou arien sa ? Si i di aou dann zil maldiv néna désèrtènn zil i disparète d'in kou, i fé pa ou arien ? si i di aou bann poisson larmé, la sort dann loséan indien pou alé dévor bann poisson dann la mèr méditerrané, sa i fé aou ni fré ni sho ? si i di aou ankòr dann l'èspagn bann plantèr rézin lé blizé kite la plène pou alé plant dsi la montagn, ou i kas spa la tête pou sa ? Si i di aou i fo la tanpératir moyènn i goumant pa plis in dogré édmi, é lé riskab i goumant plis, ou i s'anfou ? Si i di aou laba dann l'amérik bann zinsandi i ravaz bann gayar foré, ou lé pa la avèk sa ? Si ou i oi dann roportaz rokin i mont ziska la otèr New-york, pou atak demoun ou i kass pa la tête ?

Astèr matant si in moun konm ou, i di dé shoz konm ou i di dann out park volaye lé pa tro danzéré, mé si bann moun inportan i répann bann brui konmsa lé danzéré, lé mèm kriminel solon moin. Si in prézidan l'amérik i rotir son péi bann zakor d'Paris konpran aou sa la pa in bone nouvèl pou l'imanité. Si bann péi l'erop i koz sinplomann é i fé pa lo nésèsèr pou anpèsh lo réshofman klimatik sa la pa non pli in bon nouvèl pou l'imanité. Si in péi konm Brésil i desid détrui bann foré l'amazonie é détrui an mèm tan bann tribi zindien i viv dann bann foré-la, ou konpran bien sa la pa ditou in bon nouvèl pou l'om.

Matant Paul Vergès lé parti, mé ziska son dèrnyé zour li la vanj pou domann la planète pou sov aèl èlmèm, sa ni koné. Li la pa arète tir signal d'alarm é malorèzman i diré la pa antann son parol mé kisa i sa pèye sa sansa l'imanité : la poin pli sour ké sak i vé pa antann, na poin pli avèk ké sak i vé pa oir na poin pli danzéré ké sak i roflèshi konmsa Tok ! Pran sa pou ou !

Justin